portées des dits Etats-Unis, ainsi entrées au dit Port de Saint Jean, le premier Officier de la Douane du dit Port de Saint Jean fera une estimation du montant de tels droits: et le montant des dits Droits selon la dite estimation ayant été d'abord payé ou garanti d'être payé en conséquence des provisions ci-après contenues, le dit principal Officier de la Douane donnera un Certificat d'icelui et accordera un Permis pour mettre à terre ou décharger les dits effets, denrées ou marchandises dont l'entrée aura été ainsi faite, et alors, et non autrement, il sera loisible de mettre à terre ou de décharger les dits effets ou de les transporter.

Et pour encourager et protéger le Commerce de l'honnête Commerçant contre toute molestation de la part des Officiers de la Douane, Son Excellence le Gouverneur, par et de l'avis et consentement du dit Conseil Exécutif, ordonne encore par la présente que lorsqu'aucune personne ou personnes aura occasion de transporter par terre ou par eau du dit Port de Saint Jean à aucun autre Port ou place dans cette Province aucuns effets, denrées ou marchandises, sujets à payer des Droits, duement importés dans le dit port de Saint Jean, venant des Etat-Unis de l'Amérique, sur lesquels les Droits imposés par la loi auront été payés ou garantis d'être payés, le premier Officier de la Douane, sur une requisition par écrit à cet effet, faite et signée par telle personne ou personnes et délivrée à tel principal Officier, désignant les différents effets, denrées et marchandises qui doivent être transportés et le nombre de paquets dans lesquels iceux sont contenus, avec leurs marques et numeros, est par la présente requis de donner une protection par écrit, signé par le dit principal Officier, désignant les différents effets, denrées et marchandises qui doivent être transportés, le nombre de paquets qui contiennent tels effets, denrées et marchandises qui doivent être ainsi transportés avec leurs marques et numeros et certifiera que tels effets, denrées et marchandises ont été duement entrés au Port de Saint Jean, et que les droits sur iceux ont été payés ou garantis d'être payés, et tel principal Officier qui donnera telle protection limitera dans icelle le tems dans lequel tels effets, denrées ou marchandises seront transportés du dit Port de Saint et aussi le tems où telle protection fera en force.

Une protection peut-être obtenue pour des effets transportés au delà de St. Jean.

Et son Excellence le Gouverneur, par et de l'avis et consentement du dit Conseil Exécutif ordonne encore, qu'aucuns effets, denrées ou marchandises, importés ou emmenés dans ou sur aucun vaisseau, chaloupe, radeau ou voiture d'aucun Port ou Place des dits Etats-Unis ne pourront être déchargés ou délivrés de tel vaisseau, chaloupe, radeau ou voiture au dit Port de Saint Jean qu'en plein jour, c'est à dire depuis le lever et le coucher du Soleil, à moins qu'il ne soit obtenu une licence spéciale pour cet effet du premier Officier de la Douane du dit port de Saint Jean. Et si aucuns effets, denrées ou marchandises sont déchargés ou délivrés contraire aux directions susdites, ou aucune d'icelles, le Capitaine ou la Personne ayant le commandement ou chargé de tel vaisseau, chaloupe, radeau ou voiture et toute autre personne que l'on saura être concernée à aider ou à transporter ou autrement à mettre en sûreté les dits effets, denrées ou marchandises, encourra et payera une somme qui ne sera pas moins de cinq Livres courant ni qui excédera cinquante livres courant pour chaque offence, et tous tels effets, denrées et marchandises ainsi déchargés ou délivrés seront confisqués et peuvent être saisis par aucun Officier de la Douane. Et lorsque la valeur, suivant le plus haut prix du marché, se montera à vingt Livres courant, le vaisseau, chaloupe, radeau ou voiture, avec les agrès, apparaux, fourniture, harnois, cheval ou chevaux y appartenants respectivement seront aussi confisqués et seront et pourront être saisis par aucun Officier de la Douane.

Aucuns effets ne seront déchargés à St. Jean qu'en plein jour.

Autrement sujet à pénalité.

Et son Excellence le Gouverneur, par et de l'avis et consentement du dit Conseil Exécutif,